



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 2

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2016, première partie,
en faveur de Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour le programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS)

INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS
PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 128, paragraphe 1, du règlement financier règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable au FED en vertu de l'article 37 de l'annexe au règlement (UE) 2015/323, à la section suivante en ce qui concerne les appels à propositions: 5.4.1; et à la section suivante en ce qui concerne les subventions octroyées directement sans appel à propositions: 5.4.2.

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS) Numéro CRIS: BF/FED/037-927 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Burkina Faso L'action sera menée à l'endroit suivant: Burkina Faso
3. Document de programmation	Programme indicatif national 2014-2020
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Gouvernance
5. Montants concernés	Coût total estimé: 16 235 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 15 000 000 EUR La présente action est cofinancée par des bénéficiaires de subvention potentiels (appel à propositions, INSD) pour un montant indicatif de 350 000 EUR. Le gouvernement du Burkina Faso contribuera pour 885 000 EUR, y compris 325 000 EUR de contribution aux subventions directes (Cour de comptes, Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption).

6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion directe – subventions – appel à propositions Gestion directe – subventions – octroi direct Gestion indirecte avec le Burkina Faso			
7. Code(s) CAD	15111 – Gestion des finances publiques 16062 – Renforcement des capacités statistiques 15110 – Politiques publiques et gestion administrative			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	S.O.		

RÉSUMÉ

Dans le cadre de ses appuis institutionnels complémentaires à l'aide budgétaire, l'UE a aidé le Burkina Faso à moderniser la gouvernance économique et financière à travers le programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques (PAR-GS), qui se termine fin 2015.

L'action proposée ci-dessous est construit sur les principaux enseignements tirés de ce programme et sur l'évolution du contexte au Burkina. L'objectif global de l'action est de contribuer à améliorer l'efficacité des politiques publiques et la gestion des moyens de l'Etat.

Il sera mise en œuvre à travers un sous-programme "finances publiques" et un sous-programme "statistiques".

L'objectif spécifique du sous-programme "finances publiques" est de contribuer à la promotion d'une gestion saine des finances publiques en soutenant la convergence vers les normes régionales.

L'objectif spécifique du sous-programme "statistiques" est de contribuer au renforcement du système statistique national et des prévisions macroéconomiques.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/domaine thématique

Avec une population estimée à 17,8 millions d'habitants en 2014, le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres du monde avec un produit intérieur brut par habitant par an de 713 USD (2014). Le pays est classé 183^e sur 187 en termes d'indice de développement humain (2015). Enclavé, sahélien et avec une population majoritairement rurale, le pays fait face à de nombreux défis qui limitent son développement.

Malgré les bonnes performances économiques de ces dernières années (5,8 % en moyenne sur 2011-2014), le taux de pauvreté (40.1% en 2014) demeure élevé, malgré une légère baisse ces dernières années. La faible efficacité des dépenses publiques et le taux de croissance démographique élevé explique en partie ce paradoxe burkinabè. Les problèmes de sécurité alimentaire sont récurrents et la malnutrition reste très importante : environ 30% de la population est confrontée à une insécurité alimentaire chronique.

Fin octobre 2014, une insurrection populaire visant à empêcher la modification de la Constitution par le président Blaise Compaoré a abouti à la dissolution du gouvernement et de l'assemblée nationale, ainsi qu'à la démission du président du Faso. Elle a conduit aux élections présidentielles et législatives en novembre 2015. Ces élections, jugées libres et démocratiques par les observateurs, ont permis la mise en place d'un nouveau gouvernement en Janvier 2016. Les élections municipales ont eu lieu le 22 mai 2016 de manière satisfaisante.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

La référence en matière de politique publique au Burkina Faso est la **Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) pour la période 2011-2015** et adoptée en 2011. Son troisième axe (renforcement de la gouvernance) met l'accent, entre autres, sur le renforcement des capacités de pilotage de l'économie, le contrôle des finances publiques, la lutte contre la corruption, la fraude et le faux, le renforcement de la coordination de l'aide publique au développement.

Au regard de sa nature inclusive et consensuelle, la SCADD a été maintenue comme document de référence par le gouvernement de transition. Le premier cycle de la SCADD arrivant à échéance en 2015, le gouvernement de transition s'est également engagé à poursuivre les travaux de préparation du deuxième cycle de la SCADD. Au vu des échéances, le cycle actuel sera prolongé d'une année et le nouveau cycle sera formellement adopté en 2016 par le gouvernement issu des prochaines élections. L'analyse de la SCADD dans le cadre de l'exercice de programmation du 11^e FED avait conclu à un cadre adapté pour la programmation des actions de l'UE.

Le nouveau gouvernement issu des élections de novembre 2015 a entrepris l'élaboration d'un nouveau Plan National de Développement Economique et Social pour la période 2016-2020.

Les secteurs focaux retenus dans le programme indicatif national du 11^e FED ont un aspect significatif sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie de la

population : **la gouvernance**, la santé, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, agriculture durable et eau.

Au Burkina Faso, le secteur de la gouvernance économique et financière est bien encadré avec l'existence de différents documents de référence complémentaires tenant compte de la transversalité de la thématique dont les statistiques et la gestion des finances publiques constituent deux domaines essentiels.

Dans le domaine de la gestion des finances publiques, le cadre des réformes est structuré autour de la **Politique Sectorielle de l'Économie et des Finances (POSEF)** adoptée en 2011. La vision à long terme de la réforme s'énonce comme suit: "En 2020, le Burkina Faso dispose d'un secteur de l'Economie et des Finances dynamique et efficace, de plus en plus compétitif et performant, bien intégré dans la sous-région et ouvert au monde". La POSEF comporte sept objectifs spécifiques sectoriels qui sont (i) renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF); (ii) promouvoir une gestion économique moderne et performante; (iii) améliorer le recouvrement et la gestion des ressources budgétaires; (iv) promouvoir une gestion efficace et transparente de la dépense publique; (v) améliorer l'efficacité de la gestion des comptes publics et des systèmes financiers; (vi) renforcer le contrôle des finances publiques et la lutte contre la fraude, le faux et la corruption; (vii) améliorer la gestion des relations économiques et financières internationales. Le pilotage de la POSEF est assuré par un Comité de Pilotage, appuyé par un secrétariat technique assuré par la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) du MEF.

D'autre part, le cap actuel des réformes au Burkina Faso devrait s'inscrire pleinement dans le **cadre harmonisé de la gestion des finances publiques dans l'UEMOA**, d'application dès 2017. Les six directives prises par l'UEMOA en 2009, relatives au code de transparence dans la gestion des finances dans l'UEMOA, aux lois de finances, à la comptabilité publique, à la nomenclature budgétaire de l'Etat, au plan comptable de l'Etat et au tableau des opérations financières de l'Etat complétées par la suite, par deux directives additionnelles (dont la directive sur la comptabilité matières) constituent le socle des réformes du cadre harmonisé. Le MEF a cependant du mal à assurer un pilotage unifié des réformes alignées sur le nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et le Burkina Faso accuse un retard dans la transposition de ces directives et l'échéance de 2017 pour leur mise en œuvre semble irréaliste, notamment celle relative aux lois de finances.

L'appui à la gestion des finances publiques est cohérente avec la communication (2010)163 de la Commission européenne *"Fiscalité et développement: Coopérer avec les pays en développement afin d'encourager la bonne gouvernance dans le domaine fiscal"*. Cette communication souligne que l'existence de systèmes fiscaux fonctionnels et équitables est essentielle pour la croissance, la lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance et le développement de l'État. Plusieurs défis doivent être relevés parmi lesquels l'approfondissement des réformes fiscales et le renforcement des administrations fiscales, la bonne gestion des finances publiques, le renforcement de la transparence et la coopération fiscale au niveau international.

Dans le domaine des statistiques, le Gouvernement s'est donné les moyens de renforcer ses capacités à travers l'adoption d'un nouveau **Schéma Directeur de la Statistique (SDS)** pour la période 2011-2015. Le troisième SDS est en cours d'élaboration pour couvrir la période 2016-2020. Le SDS définit les priorités de l'ensemble du système statistique national (SSN), liste les opérations statistiques à conduire dans la période (notamment les recensements et enquêtes de grande envergure) ainsi que les moyens financiers, humains et techniques à mobiliser. Il convient de souligner que la POSEF intègre désormais les questions

économiques et statistiques, ce qui n'était pas le cas de la précédente politique sectorielle jusqu'en 2011, focalisée sur les finances publiques.

La Communication 2011(637) de la Commission Européenne "*Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE : un programme pour le Changement*" indique que l'UE collaborera avec les pays partenaires et les autres donateurs sur l'adoption d'approches globales de la responsabilité et de la transparence nationales et mutuelles, en développant notamment des capacités statistiques. Les lignes directrices sur l'appui budgétaire (2012), font clairement référence à la nécessité de renforcer la qualité et la capacité des systèmes statistiques. Le rôle de la statistique dans le processus de développement est aussi clairement mis en évidence dans le Guide de la statistique dans la coopération au développement de la Commission Européenne (2012).

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Pour la mise en œuvre du programme finances publiques, les principaux acteurs des réformes liés au cadre harmonisé des finances publiques seront la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS), la Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (DGAIE), la Direction générale du budget (DGB), la Direction générale du contrôle, des marchés et de l'engagement financier (DGCMEF) et le Secrétariat technique du Budget programme (ST-CPBPE). La Direction générale des impôts (DGI) et le secrétariat permanent du comité de politique fiscale (SP/CPF) seront les principaux acteurs en matière de fiscalité intérieure; la DGI pour l'administration fiscale et le SP/CPF pour la politique fiscale. L'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC) coordonnera les appuis institutionnels relatifs au contrôle interne et la Cour des Comptes pour le contrôle externe.

Dans le domaine spécifique des statistiques, l'ensemble du système statistique national du Burkina Faso est concerné. Il comprend, le Conseil National de la Statistique (CNS), l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), les Directions Générales des Etudes et Statistiques Sectorielles (DGESS) de nombreux départements ministériels et d'autres acteurs publics comme les observatoires, agences et écoles de formation. L'INSD assure actuellement la coordination de ce système.

Les acteurs non étatiques, et en particulier les organisations de la société civile actives dans le domaine des finances publiques et de l'analyse économique et statistique, seront également des parties prenantes lors de la mise en œuvre de l'action.

Au sein de l'Ordonnateur national, les principaux interlocuteurs sont la **Direction Générale de la Coopération** et la **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique**.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Au niveau global, les évaluations du programme précédent ont mis en évidence le besoin d'un alignement explicite de l'appui sur les réformes de l'UEMOA et le renforcement de la synergie entre les réformes de la gestion des finances publiques et celles des systèmes statistiques.

Dans le domaine de la gestion des finances publiques (GFP)

Les différentes évaluations PEFA réalisées en 2007, 2010 et 2013, l'évaluation de la chaîne des recettes fiscales en 2013 et l'évaluation à mi-parcours du précédent programme d'appui (le PARGS) en 2014 ont relevé des progrès indéniables dans divers domaines mais ont également mis en lumière le besoin de renforcement de l'accompagnement de certains compartiments:

- Au niveau du pilotage, la gestion des finances publiques souffre aujourd'hui d'une **absence de cadre unifié pour le suivi des réformes**. La cohérence globale des réformes n'est pas assurée et se traduit par une dispersion des programmes et responsabilité. Par ailleurs, le processus de budgétisation axée sur les résultats prend le

pas sur toutes les autres réformes de GFP alors qu'il ne devrait constituer qu'un de ses éléments.

En ce qui concerne les piliers de la GFP:

- **Le processus de mise en place de la comptabilité matières est inachevé.** Au stade actuel, plusieurs instruments ont été développés (système et guide d'immatriculation des biens, procédures et guides méthodologiques pour les enregistrements et la tenue des inventaires, logiciels de gestion des fichiers...). Cependant des chantiers importants comme la détermination des méthodes de valorisation, la réalisation des inventaires et la valorisation du patrimoine de l'Etat, l'amélioration du cadre institutionnel, l'amélioration des outils ou le renforcement des capacités des acteurs méritent encore d'être approfondis.
- **La qualité, la complétude et l'efficacité des contrôles internes et externes ne sont pas satisfaisants** notamment par rapport à la nouvelle loi portant prévention et répression de la corruption de la corruption au Burkina Faso et au cadre harmonisé des finances publiques. Ces deux référentiels impliquent un appui plus important aux corps de contrôle. Le fonctionnement de la Cour des comptes, en particulier, reste encore entravé par des problèmes institutionnels, par le manque de moyens et par les sanctions insuffisantes des fautes de gestion.
- **Malgré des progrès enregistrés ces dernières années, la transparence budgétaire est insuffisante** dans l'esprit de la loi portant code de transparence dans la gestion des finances publiques. Le processus d'établissement et d'exécution du budget reste encore peu participatif. La sincérité budgétaire, qui renvoie essentiellement à la capacité de ne retenir que les prévisions conformes à ce que l'on peut raisonnablement escompter doit être améliorée. L'accès du public à l'information sur les finances publiques qui constitue un des principaux piliers du dispositif de GFP n'est pas suffisamment règlementé et organisé et budgétisé. Certaines publications spécifiques sur les marchés publics ou sur les dépenses fiscales ne sont pas encore accessibles au public, soit parce qu'elles n'existent pas, soit parce qu'elles ne sont pas suffisamment diffusées.
- **La gestion de la fiscalité a encore de larges marges de progrès.** Une évaluation de l'administration fiscale, réalisée dans le cadre du programme précédent (PARGS), a mis en évidence des faiblesses importantes parmi lesquelles: (1) des besoins de simplification et de rationalisation des procédures fiscales pour améliorer les services aux contribuables; (2) la crédibilité insuffisante de la DGI en matière de contrôle fiscal; et (3) de l'absence de dispositif efficace en matière de recherche et de lutte contre la fraude fiscale. Par ailleurs, l'administration fiscale n'utilise pas encore de manière optimale l'outil informatique et le pays ne dispose pas encore de capacités suffisantes d'évaluation fiscale (prévision, quantification des dépenses fiscales, etc.).

Dans le domaine des statistiques

Le système statistique national est confronté aux difficultés suivantes :

- **des difficultés liées au cadre législatif, institutionnel et organisationnel;**
- **une coordination statistique affaiblie** avec la suppression, en 2012, du Secrétariat permanent du Conseil national de la statistique (SP-CNS) et le transfert de ses attributions à l'INSD;
- **une planification trop ambitieuse des activités** compte tenu des moyens disponibles (24 enquêtes et 1 recensement prévus sur le Schéma Directeur de la Statistique 2011-2015, seulement 7 ont pu être réalisés);
- **le manque de moyens** et le nombre insuffisant de cadres statisticiens, notamment au niveau des ministères sectoriels;

pourrait survenir au lendemain des élections et dans le cadre du renouvellement du gouvernement.		
<p>Dans le domaine des statistiques</p> <ul style="list-style-type: none"> Le système statistique national, et en particulier les ministères sectoriels, manquent de statisticiens; Les budgets pour collecter et analyser les statistiques sont trop limités au sein des DGEES. 	<p>M</p> <p>M</p>	<p>L'action appuiera le CNS à finaliser et adopter les textes existants dont l'objectif est de centraliser la gestion des statisticiens du service public et leur offrir de meilleures conditions de travail.</p> <p>Ce point sera abordé avec le Gouvernement burkinabè dans le cadre de dialogue sectoriel POSEF.</p>
Hypothèses		
<p><u>En général</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La principale hypothèse faite dans le cadre de ce programme porte sur le bon déroulement de la transition politique et la conduite d'élections libres et transparentes qui devrait permettre la mise en place rapide des nouvelles institutions. <p><u>Dans le domaine de la gestion des finances publiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La première hypothèse est que le Gouvernement burkinabè qui sera élu poursuive son engagement en faveur des réformes en matière de gestion des finances publiques et maintienne sa volonté d'approfondir la mise en œuvre du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA. La deuxième hypothèse est le partenariat et la coordination avec les autres partenaires au développement, l'existence et le maintien du dialogue sur la conduite des réformes y compris celles concernant le cadre harmonisé des finances publiques. <p><u>Dans le domaine des statistiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Il est supposé que le Gouvernement qui sera élu tiendra ses engagements en ce qui concerne l'organisation des recensements prévus dans les prochaines années (Recensement Général de la population et de l'Habitat (RGPH) et du Recensement Général de l'Agriculture (RGA)), très importantes pour la prévision, le suivi et l'évaluation de la politique nationale et des politiques sectorielles. Il a également été fait l'hypothèse que la gestion axée sur les résultats sera effective en 2017 et s'accompagnera d'un soutien gouvernemental aux statistiques sectorielles. 		

3 ENSEIGNEMENTS TIRÉS, COMPLÉMENTARITÉ ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Dans le cadre de ses appuis institutionnels complémentaires à l'aide budgétaire, l'UE a aidé le Burkina Faso à moderniser la gouvernance économique et financière à travers le Programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques (PAR-GS), qui se termine fin 2015.

Au niveau global:

Les principaux enseignements tirés sont:

- **Mieux organiser le pilotage de l'action.** La coordination du programme précédent, commun aux réformes des Finances publiques et des statistiques, s'est focalisée sur les aspects finances publiques que sur ceux liés aux statistiques.
- **Renforcer la synergie des réformes de la gestion des finances publiques avec les réformes des systèmes statistiques.** Leurs liens dynamiques devront cependant être plus explicites; par exemple en mettant en exergue les liens entre le développement des fonctionnalités de l'Instrument automatisé de prévision (IAP) et les besoins pour les cadrages budgétaires ; ou encore les priorités des enquêtes ou systèmes statistiques à mettre en place et les besoins prioritaires d'informations pour la programmation budgétaire.
- **Assurer la prise en compte des résultats des activités du nouveau programme dans les dispositifs de suivi du Ministère de l'économie et des finances et des ministères sectoriels.** Les formations initiées dans le cas des programmes d'appui au renforcement des capacités financés par les bailleurs de fonds en général, le précédent PARGS en particulier, ne sont pas intégrées aux outils de gestion des ressources humaines, ni en termes de prévisions, ni en termes de réalisation. Il en va de même pour les activités de renforcement des capacités informatiques pour lesquelles ni la DGAIE, ni les services informatiques ne sont informés.
- **Renforcer les mécanismes de mise à disposition des fonds de la contrepartie de l'Etat.** Le faible encadrement des modalités de déblocage des ressources du budget de l'Etat ont été sources de blocage et de faible appropriation des charges de fonctionnement du programme précédent.

Dans le domaine de la gestion des finances publiques (GFP)

Les enseignements tirés de l'évaluation du programme précédent recommandent de:

- **Aligner explicitement les appuis sur les réformes de l'UEMOA.** Cela sera rendu possible par une révision de la politique sectorielle de l'économie et des finances (POSEF) ainsi qu'un pilotage unifié de l'ensemble des réformes;
- **Identifier des priorités à partir de critères préalablement définis** comme (i) l'amélioration significative de la mesure des indicateurs PEFA, (ii) la rapidité de l'impact sur l'amélioration des organisations, (iii) du renforcement durable des capacités humaines ou encore (iv) la mesurabilité de l'impact sur le renforcement des capacités.

Dans le domaine des statistiques

L'évaluation à mi-parcours du sous-programme statistiques du PAR-GS a montré que:

- D'un point de vue technique, **le PAR-GS est apparu bien en phase avec le Schéma Directeur de la Statistiques**, mais pas suffisamment lié aux indicateurs statistiques de la SCADD. Il a permis l'obtention d'une amélioration conséquente de la diffusion des statistiques et de leur relais par les médias;
- Il convient également de noter que **les objectifs de travail des assistants techniques et de l'équipe du devis programme n'était pas suffisamment liés** formellement, aussi bien dans la préparation que dans la mise en œuvre. Cela a été compensé par l'engagement des deux équipes.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Synergies

Il est important pour un Gouvernement de disposer de données fiables pour faire le choix adéquat de l'affectation des ressources, la mise en œuvre des politiques nationale et sectorielles (notamment celles qui sont appuyées dans le cadre du 11^e FED) et pour leur

évaluation. Des statistiques fiables constituent un élément important de la transparence et contribueront à appuyer les actions de l'Union européenne dans les autres secteurs d'interventions. De plus, l'appui aux finances publiques contribuera à appuyer la mise en place des budgets programmes dans les autres secteurs d'intervention.

Enfin, dans un pays où l'UE apporte des appuis budgétaires conséquents, il est important de s'assurer que les données utilisées pour l'analyse des conditions générales (notamment les aspects macroéconomie et finances publiques) et pour l'analyse des conditions spécifiques des tranches variables soient fiables.

D'importantes synergies se dégageront avec les autres actions prévues dans le cadre des secteurs de concentration du 11^e FED. **La priorité sera accordée dans le PAGPS aux secteurs identifiés dans le Programme Indicatif National** comme par exemple la justice, l'état civil, la sécurité, l'eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire, le développement rural, la santé et la décentralisation

Coordination dans le domaine de la gestion des finances publiques

Outre les appuis apportés par la Commission européenne, plusieurs autres partenaires techniques et financiers sont présents dans le secteur. Parmi les plus importants en rapport avec le PAGPS, on peut noter que le FMI intervient par le biais des missions ponctuelles d'assistance technique assurées par son bureau régional AFRITAC Ouest dans les domaines de la fiscalité, de la programmation et de la gestion budgétaire. La Suisse appuie la modernisation de la Direction Générale des Impôts avec un focus sur le renforcement du système informatique. Elle participe également au financement du plan d'action triennal de la Cour des comptes aux côtés de la KfW, de la France et de la Délégation de l'UE. La France dispose d'assistances techniques auprès des directeurs généraux des impôts (DGI) et des douanes (DGD). La Banque mondiale appuie la fiscalité locale et la fiscalité du secteur minier. Elle a également soutenu l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat (ASCE), devenue 'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC), dans l'approche audit basé sur les risques (ABR) et participe avec le FMI au renforcement des capacités d'analyse de la viabilité de la dette de l'administration publique. Elle prévoit un vaste programme sur la gouvernance économique et financière qui couvrira les aspects liés aux marchés publics, à la fiscalité et au contrôle. Enfin, aux côtés d'autres bailleurs comme le PNUD elle soutient la mise en œuvre du Plan stratégique décennal de modernisation de l'administration. Le nouveau Programme de renforcement de la bonne gouvernance financière au Burkina Faso (PRBGF) de la Coopération allemande concentre la nouvelle phase de son appui à l'implantation du budget programme intégrant les aspects budgétisation et contrôle. Le PNUD appuie également le budget programme en équipant les cellules ministérielles en matière informatique. Plusieurs organisations de la société civile bénéficient d'appuis des partenaires du secteur. Ainsi, la KfW, le Danemark et la Suisse soutiennent le plan stratégique 2011 – 2015 du Réseau national de lutte anti-corruption (RENLAC). Le Danemark, l'UNICEF, la Banque mondiale et la France appuient le Centre d'information, de formation et d'études sur le budget (CIFOEB).

La coordination d'ensemble reste bonne avec le principe d'un chef de filât tournant à deux niveaux (global et thématique). La coordination au niveau des finances publiques est très liée à celle des appuis budgétaires. Malgré les engagements pris à Paris et Accra, beaucoup de missions, évaluations et études sont, dans la pratique, effectuée sans suffisamment de coordination, ce qui entraîne un coût de transaction additionnel pour les partenaires comme pour le gouvernement.

Coordination dans le domaine des statistiques et de prévisions macroéconomiques

Les partenaires qui appuient les statistiques et les finances publiques se coordonnent dans le cadre des réunions de suivi de la POSEF. En revanche, en dehors de ces réunions, il n'existe

pas de mécanisme officiel de coordination des donateurs en statistiques, et la coordination repose sur des processus informels (réunions d'échange). La Suède (qui avait un important programme de coopération avec l'INSD) est dans l'attente du nouveau schéma directeur de la statistique et de l'expression des besoins de l'INSD. Dans le cadre d'une harmonisation des méthodologies dans les pays de l'UEMOA, la Banque Mondiale continuera d'appuyer les enquêtes auprès des ménages, la construction d'une matrice de comptabilité sociale et d'un modèle d'équilibre général calculable. En matière de prévisions macroéconomiques, l'Allemagne (à travers la GIZ) a appuyé l'Instrument Automatisé de Prévision (IAP) jusqu'en 2011.

3.3 Questions transversales

Les questions transversales du consensus européen sur le développement seront traitées comme suit lors de la phase de mise en œuvre :

- Bonne gouvernance: Le renforcement des contrôles internes et externes dans la gestion des finances publiques contribueront à la consolidation de la bonne gouvernance. L'accent mis sur l'accès aux informations publiques contribuera à la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite. Le soutien de l'exercice budget programme vise à soutenir l'orientation résultats du budget en permettant de mieux prendre en compte les problématiques sectorielles.
- Égalité hommes - femmes : La question du genre sera surtout appréhendée avec le développement des statistiques. Les enquêtes et recensements seront analysés selon la variable genre.
- Questions environnementales et climatiques : Les dimensions environnementales et climatiques liées au programme sont faibles même si la composante "statistiques" du programme permettra de renforcer la production de données chiffrées.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

L'objectif global de l'action est de contribuer à améliorer l'efficacité des politiques publiques et la gestion des moyens de l'Etat. L'action sera composée d'un sous-programme finances publiques et d'un sous-programme statistiques.

Sous-programme finances publiques

L'objectif spécifique du sous-programme "finances publiques" est de contribuer à la promotion **d'une gestion saine des finances publiques en soutenant la convergence vers les normes régionales.**

Cet objectif spécifique est assorti des quatre résultats suivants :

- Résultat 1 : le pilotage des réformes de finances publiques est unifié et plus performant
- Résultat 2 : la mise en œuvre du nouveau cadre harmonisé se renforce dans des domaines spécifiques
- Résultat 3 : Les capacités de gestion de la politique et de l'administration fiscales sont renforcées
- Résultat 4 : Les capacités en matière de contrôle de la gestion publique et de lutte contre la corruption sont renforcées

Sous-programme statistiques

L'objectif spécifique du sous-programme "statistiques" est de contribuer **au renforcement du système statistique national et des prévisions macroéconomiques.**

Cet objectif spécifique est assorti des quatre résultats suivants :

- Résultat 1 : Le système statistique national dispose d'outils pour renforcer son fonctionnement
- Résultat 2 : Les compétences et les moyens du système statistique national en matière de collecte d'information sont renforcées
- Résultat 3 : Le Burkina dispose d'un outil mis à jour pour effectuer des prévisions macroéconomiques
- Résultat 4 : Les utilisateurs de statistiques ont la capacité d'analyser les données

4.2 Principales activités

Par résultats, les principales **activités** indicatives suivantes sont proposées :

Sous-programme finances publiques

- *Résultat 1. Le pilotage des réformes de finances publiques est unifié et plus performant*
 - Activité 1.1 : Appuyer la mise en place d'un cadre unifié de pilotage des réformes des finances;
- *Résultat 2. La mise en œuvre du nouveau cadre harmonisé se renforce dans des domaines spécifiques;*
 - Activité 2.1 : Améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et rendre fonctionnelle la comptabilité des matières;
 - Activité 2.2 : Appuyer la mise en œuvre du code de transparence budgétaire et la diffusion de statistiques fiables sur les marchés publics;
 - Activité 2.3 : le processus du processus Budget programmes se renforce dans des secteurs ciblés dans le programme indicatif national 11^e FED.
- *Résultat 3. Les capacités de gestion de la politique et de l'administration fiscales sont renforcées*
 - Activité 3.1 : Renforcer la gestion de la politique fiscale, les prévisions et les statistiques fiscales
 - Activité 3.2 : Accompagner la modernisation de l'administration fiscale et renforcer sa performance.
- *Résultat 4. Les capacités en matière de contrôle de la gestion publique et de lutte contre la corruption sont renforcées*
 - Activité 4.1 : Réorganiser et renforcer le contrôle interne
 - Activité 4.2 Renforcer les capacités de lutte contre l'enrichissement illicite et la corruption;
 - Activité 4.3: Renforcer le contrôle externe à travers l'amélioration des procédures de contrôles et de communication de la Cour des Comptes;
 - Activité 4.4: Soutenir les initiatives de la société en matière de contrôle externe citoyen.

Sous-programme statistiques

- *Résultat 1 : Le système statistique national dispose d'outils pour renforcer son fonctionnement*
 - Activité 1.1 : Renforcer le pilotage du système statistique national;
 - Activité 1.2 : Rationnaliser les bases de données actuelles.
- *Résultat 2 : Les compétences et les moyens du système statistique national en matière de collecte d'information sont renforcées*
 - Activité 2.1 : Appuyer la réalisation des grandes enquêtes

- Activité 2.2 : Renforcer les statistiques sectorielles dans les domaines en lien avec les secteurs de concentration du 11^e FED.
- *Résultat 3 : Le Burkina dispose d'un outil adéquat pour effectuer des prévisions macroéconomiques*
 - Activité 3.1 : Mettre à jour de l'outil de prévision macroéconomique;
 - Activité 3.2 : Mettre à jour les guides de l'outil de prévision macroéconomique.
- *Résultat 4 : Les utilisateurs de statistiques ont la capacité d'analyser les données*
 - Activité 4.1 : Appuyer la mise en place d'un mécanisme de centralisation, de validation, de diffusion et d'archivage des données sur les indicateurs de la politique nationale et sectorielles;
 - Activité 4.2 : Appuyer les responsables de programmes dans les Ministères à renforcer leur capacité d'analyse;
 - Activité 4.3 : Renforcer le contrôle citoyen assuré par les organisations de la société civile dans le domaine de l'analyse économique et statistique.

4.3 Logique d'intervention

Les cadres logiques sont annexés au présent document. Il pourra être actualisé ou modifié sans qu'il faille modifier la convention de financement, pour autant que ces modifications n'altèrent pas les objectifs du projet.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **60** mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

5.4 Modalités de mise en œuvre

5.4.1 Subventions: appel à propositions "*Renforcement des capacités d'analyse et du contrôle citoyen sur la gestion* " (gestion directe).

(a) Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

L'objectif de l'appel à propositions "*Renforcement des capacités d'analyse et du contrôle citoyen sur la gestion publique*" est de renforcer la mise en œuvre du Code de transparence

dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso à travers une forte contribution des acteurs non étatiques. Au-delà des finances publiques, les nouvelles obligations de l'administration publique envers les citoyens contenues dans la loi de 2013 relative au Code de transparence offre à la société civile de nouvelles possibilités pour intervenir dans le contrôle des politiques de développement et des pratiques de la gestion des finances publiques et des statistiques.

Les domaines d'intervention, à titre indicatif: la transparence budgétaire, le contrôle citoyen de l'action publique, la lutte contre la corruption, l'analyse économique et statistique et au renforcement des capacités de production d'informations et d'analyses sur la conjoncture économique;

(b) Conditions d'éligibilité

Sous réserve des informations qui seront publiées dans l'appel à propositions, le montant indicatif de la contribution de l'UE par subvention est de 300 000 EUR minimum et de 750 000 EUR et les subventions peuvent être octroyées à des bénéficiaires individuels et groupements de bénéficiaires (coordinateur et co-bénéficiaires). La durée indicative de la subvention (sa période de mise en œuvre) est de **36** mois.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(d) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour les subventions au titre du présent appel est de **95%**. Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Période indicative pour le lancement de l'appel

1^{er} trimestre 2017.

5.4.2 Subventions: octroi direct (gestion directe)

(1) Subventions: octroi direct "Appui à la Cour des comptes du Burkina Faso" (gestion directe)

(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

La subvention directe à la Cour des comptes permettra d'élaborer et de mettre en œuvre un programme d'appui spécifique centré sur: (i) le rattrapage du retard de contrôle juridictionnel; (ii) le rattrapage de couverture du champ du contrôle juridictionnel; (iii) l'amélioration des capacités de la Cour des comptes en matière de contrôle de performance, et (iv) l'amélioration et la modernisation du fonctionnement de la Cour ainsi que de ses liens avec le Parlement.

(b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à "la Cour des comptes du Burkina Faso".

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie car un **monopole** en matière de

contrôle externe est détenu par la Cour des Comptes au Burkina Faso. Il convient de souligner que cette institution dispose d'un budget propre. La subvention représentera moins de 80% du budget total de la Cour des Comptes

(c) Conditions d'éligibilité

S.O.

(d) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(e) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de **80%**.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(f) Trimestre indicatif pour la conclusion de la convention de subvention

1^{er} trimestre 2017.

(2) Subventions: octroi direct "Appui au contrôle interne et à la lutte contre la corruption" (gestion directe)

(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

La subvention directe qui sera faite à l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC) a pour objectif de renforcer le contrôle interne et la lutte contre la corruption à travers une approche coordonnée.

(b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à "l'ASCE-LC".

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie car l'ASCE –LC est l'organe fédérateur de la lutte contre la corruption au Burkina Faso. L'ASCE-LC est également chargée de la coordination des corps de contrôle de l'ordre administratif. A travers une réforme récente, l'ASCE-LC a été consacrée dans la Constitution du Burkina Faso comme l'organe suprême de contrôle administratif et de lutte contre la corruption. Elle constitue l'interface entre les acteurs engagés dans la lutte contre la corruption et les autorités étatiques. Elle dispose d'un budget protégé par la loi. La subvention représentera moins de 80% du budget total de l'ASCE-LC.

(c) Conditions d'éligibilité

S.O.

(d) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(e) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de **80%**.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(f) Trimestre indicatif pour la conclusion de la convention de subvention

4^e trimestre 2016.

(3) Subventions: octroi direct "Appui à la réalisation des grandes enquêtes au Burkina Faso" (gestion directe)

(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

La subvention directe à l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) permettra d'appuyer la réalisation des grandes enquêtes, comme les recensements prévus dans les prochaines années, en particulier le Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

(b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à "l'Institut National de la Statistique et de la Démographie".

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie car un monopole en matière de recensement est détenu par l'INSD au Burkina Faso. Il convient de souligner que cette institution dispose d'un budget propre. La subvention représentera moins de 80% du budget total de l'INSD.

(c) Conditions d'éligibilité

S.O.

(d) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(e) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de **80%**.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(f) Trimestre indicatif pour la conclusion de la convention de subvention

1^{er} trimestre 2017.

5.4.3 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif d'appuyer les réformes institutionnelles en matière de finances publiques et de statistiques peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Burkina Faso conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 de l'annexe du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités suivantes.

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce montant. La Commission procède à un contrôle ex ante des procédures d'adjudication pour tous les contrats de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels les paiements sont exécutés par le pays partenaire pour les frais de fonctionnement ordinaires, les marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et dont le montant maximal est de 100 000 EUR pour les subventions.

La contribution financière couvre partiellement, pour un montant de 885 000 EUR, les coûts de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 de l'annexe du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, le pays partenaire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 de l'annexe du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

Le budget indicatif en EUR de la partie FED est le suivant:

Activités	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers	TOTAL
5.4.1. – Appel à propositions "Renforcement des capacités d'analyse et du contrôle citoyen sur la gestion" (gestion directe)	1 900 000	100 000	2 000 000
5.4.2. – Subventions directes (gestion directe)	2 300 000	575 000	2 875 000
<i>Subvention directe à la Cour des comptes du Burkina Faso (Sous-programme finances publiques)</i>	<i>600 000</i>	<i>150 000</i>	<i>750 000</i>
<i>Subvention directe à l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption ASCE-LC (Sous-programme finances publiques)</i>	<i>700 000</i>	<i>175 000</i>	<i>875 000</i>
<i>Subvention directe à l'Institut National de la Statistique et de la Démographie INSD (Sous-programme statistiques)</i>	<i>1 000 000</i>	<i>250 000</i>	<i>1 250 000</i>
5.4.3. – Gestion indirecte avec le Burkina Faso	9 920 000	560 000	10 480 000
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	250 000	s.o.	250 000
5.11 – Communication et visibilité	100 000	s.o.	100 000
Provisions pour imprévus	530 000	s.o.	530 000
TOTAL	15 000 000	1 235 000	16 235 000

Le Burkina Faso cofinance ce programme avec une contribution totale de 885 000 EUR, y compris les contributions pour les subventions directes à la Cour des comptes et à l'ASCE-LC.

La subvention directe à l'INSD s'inscrit dans le financement global des activités du recensement général de la population qui sera appuyé par plusieurs partenaires dont les apports pourront être comptabilisés au titre de la contribution de tiers mentionnée dans le tableau ci-dessus.

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le programme sera exécuté conformément à la réglementation générale des projets ou programmes de développement exécutés au Burkina Faso en vigueur. Il sera approuvé par l'Etat et inscrit dans la banque intégrée des projets et au Programme d'Investissement Public (PIP).

Les tutelles techniques et financières du programme seront assurées par le Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID), Ordonnateur national du FED pour le Burkina Faso.

Dans la structure organisationnel, il sera tenu compte du fait que l'action programme concerne deux programmes: un pour les "finances publiques" et un pour les "statistiques".

Pour l'ensemble de l'action, l'orientation stratégique, la mise en œuvre et le suivi seront organisés autour de plusieurs niveaux. **Un comité de pilotage** sera mis en place par un arrêté du ministre chargé de l'économie. Le comité de pilotage sera chargé de la supervision et de la prise de décision. Il fera également le lien avec le dispositif de suivi de la politique sectorielle de l'économie et des finances (POSEF). Pour chaque sous-programme, **une cellule permanente de projet** sera mise en place comprenant au moins un chef d'équipe, et l'équipe d'assistance technique et **des équipes de projet** incluant notamment des points focaux. Ces équipes seront appuyées par les assistants techniques qui assureront le transfert des compétences et d'outils appropriés. Une **unité de coordination** pourra être mise en place conformément aux dispositifs nationaux et assurera la liaison entre les deux sous programmes. Un arrêté du ministre chargé de l'économie précisera l'ensemble du dispositif, en complément de celui relatif au comité de pilotage.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action. Au démarrage du programme, le partenaire de mise en œuvre s'assurera de la disponibilité de la valeur de référence des indicateurs du cadre logique qui n'en disposent pas encore. Il pourra s'appuyer sur l'assistance technique pour la définition de ces valeurs de référence. Cette situation de référence prendra en compte les changements apportés par le nouveau cadre du PEFA.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée(s) par la Commission.

Elle sera réalisée pour résoudre des problèmes, à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à la mise en œuvre des activités et leur pertinence.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur

fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre en 2018.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre en 2019.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

6 CONDITIONS PRÉALABLES

En vue de s'assurer d'une pleine appropriation du programme par le budget de l'Etat, un dispositif particulier sera mis en place pour le déblocage des fonds de contrepartie, sous la forme d'un texte pris par le Ministre de l'économie et des finances. La gestion de la contrepartie de l'Etat se fera séparément pour chacun des deux sous-programmes du PAGPS.

Les décrets instaurant l'organisation des grandes enquêtes qui seront appuyées sont une condition préalable aux subventions concernant ces recensements.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE - SOUS-PROGRAMME FINANCES PUBLIQUES

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	OG. Améliorer l'efficacité des politiques publiques et la gestion des moyens de l'Etat à travers la promotion d'une gestion saine des finances publiques et le renforcement du système statistique national.	Ensemble des indicateurs PEFA, en particulier PI-3-10-15-21-23-26	En 2013: PI-3 (D) PI-10 (B) PI-15 (D+) PI-21 (B+) PI-23 (D) PI-26 (D+)	En 2020: PI-3 (B) PI-10 (B+) PI-15 (B) PI-21 (B+) PI-23 (C+) PI-26 (C+/B)	Rapports de suivi de la POSEF Rapport PEFA	Le contexte politique national est stable et favorable à la dynamique des réformes
		Indicateurs des Ministères sectoriels concernés; Résultats du recensement 2016 diffusés Données macroéconomiques produites régulièrement et diffusées	Seront précisés durant la période de démarrage			
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	OS. Contribuer à la promotion d'une gestion saine des finances publiques en soutenant la convergence vers les normes régionales.	Ensemble des indicateurs PEFA, en particulier PI-3-10-15-21-23-26	En 2013: PI-3 (D) PI-10 (B) PI-15 (D+) PI-21 (B+) PI-23 (D) PI-26 (D+)	En 2020: PI-3 (B) PI-10 (B+) PI-15 (B) PI-21 (B+) PI-23 (C+) PI-26 (C+)	Rapports de suivi de la POSEF	Le contexte politique national est stable et favorable à la dynamique des réformes

PRODUITS	P1. Pilotage des réformes de finances publiques unifié et performant	I.1.1. Nouvel arrêté signé du MEF sur le pilotage des réformes FP	-	Arrêté disponible en 2017	Rapports de suivi de la POSEF	Les nouvelles autorités du MEF prennent la mesure de renforcer le pilotage
		I.1.2. Texte ministériel signé créant l'équipe de cadres nationaux maîtrisant l'évaluation PEFA	-	Texte ministériel signé en 2017		
	P2. Mise en œuvre renforcée du nouveau cadre harmonisé dans des domaines spécifiques	I.2.1. CM opérationnel dans 3 ministères au moins	Non réalisé en 2015	Au moins 3 en 2018	Rapports de suivi de la POSEF Sites web des directions du MEF Rapports des cadres sectoriels de dialogue de la SCADD	Les directives UEMOA sont internalisées, un calendrier de mise en œuvre est adopté et la dynamique des réformes est maintenue par les nouvelles autorités politiques du pays.
		I.2.2. Nombre de bureaux CM outillés et à jour dans la tenue de leur comptabilité	0 bureau de CM fonctionnel en 2015	x% (à définir) en 2019		
		II.2.3. Accès du public aux informations budgétaires*	PEFA – PI-10 (B en 2013)	PI-10 (B+ en 2020)		
		I.2.4. Champs couverts par les indicateurs du SIMP2 élargis	Administration centrale (2015)	Administration centrale + EPE+CT (2019)		
		I.2.5. Procédures d'AE/CP normalement utilisées dans les ministères ciblés	0 en 2015	Au moins 3 en 2018		
	P3. Capacités renforcées en matière de gestion de la politique et de l'administration fiscales	I.3.1. Rapport annuel sur la dépense fiscale publié	Aucun rapport publié en 2015	Publication annuelle à partir de 2017	Rapport de suivi de la POSEF Rapports DGI Rapports CPF	Les responsables de la DGI et du MEF maintiennent leur volonté de moderniser parallèlement aux obligations de recouvrement
		I.3.2. Structure de lutte contre la fraude fiscale/DGI opérationnelle;	Non existant en 2015	Création effective en 2017		

		I.3.3. Taux de recouvrement des recettes budgétaires (LFI)/DGI	90% (2015)	≥ 95% à partir de 2017		
		I.3.4. Taux de pression fiscale*	15,2% (2014)	≥20% (2019)		
	P4. Capacités renforcées en matière de contrôle de la gestion publique et de lutte contre la corruption	I.4.1. Plateforme de partage pour les corps de contrôle disponible	Non disponible (2015)	Plateforme opérationnelle (2019)	Rapport de suivi de la POSEF Rapport général d'activités ASCE/LC Site web et rapports annuels et rapports spécifiques de la Cour des comptes ■ Rapport sur l'OBI Rapport PEFA	Le consensus sur le nouveau positionnement de l'ASCE/LC n'est pas remis en cause par les nouvelles autorités politiques du pays L'engagement politique se renforce sur les réformes de la Cour des comptes et les différents corps de personnel de la Cour s'approprient davantage les réformes Le partenariat entre l'administration publique et la société civile se poursuit et se renforce
		I.4.2. Procédures de contrôles de l'IGF alignées sur les normes internationales	x% conformes en 2015 (à définir)	100% des procédures sont conformes (2019)		
		I.4.3. Dispositif technique de gestion des déclarations de biens opérationnel	Loi anticorruption n disponible (2015)	(Indicateurs à définir en 2017)		
		I.4.4. Arriérés juridictionnels résorbés avant fin 2017;	Stock important en 2015	Arriérés apurés (2017)		
		I.4.5. Nombre de rapports spécifiques de performance publiés	0 (2015)	Au moins un rapport annuel à partir de 2017		
		I.4.6. Indicateurs OBI;	43 (2015)	≥ 50 (2019)		
		I.4.7. Indicateur PI-23 du PEFA (ancien cadre) amélioré	PI-23 (D en 2013)	PI-23 (C+ en 2020)		

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE - SOUS-PROGRAMME STATISTIQUES

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	OG. Améliorer l'efficacité des politiques publiques et la gestion des moyens de l'Etat à travers la promotion d'une gestion saine des finances publiques et le renforcement du système statistique national.	Ensemble des indicateurs PEFA, en particulier PI-3-10-15-21-23-26	En 2013: PI-3 (D) PI-10 (B) PI-15 (D+) PI-21 (B+) PI-23 (D) PI-26 (D+)	En 2020: PI-3 (B) PI-10 (B+) PI-15 (B) PI-21 (B+) PI-23 (C+) PI-26 (C+/B)	Rapports de suivi de la POSEF Rapport PEFA	Le contexte politique national est stable et favorable à la dynamique des réformes
		Indicateurs des Ministères sectoriels concernés produits régulièrement, Résultats du recensement 2016 diffusés Données macroéconomiques produites régulièrement et diffusées	Seront précisés durant la période de démarrage			

Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	Contribuer à l'élaboration et la diffusion de statistiques de qualité en contribuant au renforcement du système statistique national, et des prévisions macroéconomiques	Indicateurs des Ministères sectoriels concernés produits régulièrement, Résultats du recensement 2016 diffusés Données macroéconomiques produites régulièrement et diffusées	Seront précisés durant la période de démarrage	Tableau de bord et annuaires statistiques des Ministères sectoriels, publications de l'INSD Instrument Automatisé des prévisions	Le contexte politique national est stable et favorable à la dynamique des réformes
PRODUITS	P1 Le Système National Statistique dispose d'outils pour renforcer son fonctionnement	I 1.1 Nombre d'outils de pilotage produits par le SSN	Seront précisés durant la période de démarrage	Rapport statistique national	Le soutien au SSN continue d'être une priorité du Gouvernement
		I 1.2 Nombre de bases de données rationalisées			Les connections internet fonctionnent correctement
	P2 Les compétences et les moyens du système statistique national en matière de collecte d'information sont renforcés	I 2. 1 <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de documents publiés par les Ministères sectoriels (tableau de bord, annuaires statistiques) ▪ Nombre de liens opérationnels entre le site du CNS et ces Ministères 	Seront précisés durant la période de démarrage	Direction Générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) des Ministères sectoriels Conseil National de la Statistique,	Les DGESS disposent de fonds suffisants pour leur fonctionnement

		I 2.2 Nombre de publications de l'INSD relatives au recensement	Seront précisés durant la période de démarrage		INSD	Le recensement est réalisé
	P3 Le Burkina dispose d'un outil adéquat pour effectuer des prévisions macroéconomiques	I3.1 Nombre de modules de l'instrument automatisé de prévision	Seront précisés durant la période de démarrage		IAP	L'administration continue à utiliser le modèle IAP pour les prévisions macroéconomiques
		I 3. 2 Existence de guides actualisés de l'IAP pour utilisateur, développement, production	Seront précisés durant la période de démarrage		IAP	L'administration continue à utiliser le modèle IAP pour les prévisions macroéconomiques
	P4 Les utilisateurs de statistiques ont la capacité d'analyser les données	1.4.1 Nombre d'indicateurs validés de suivi de la politique nationale et des politiques sectorielles	Seront précisés durant la période de démarrage		Revue de la politique nationale et des politiques sectorielles	Il existe une structure de suivi de la politique nationale
		I.4.2 Nombre de formations effectuées sur les indicateurs de suivi des programmes pour les Directeurs programmes	0	Seront précisés durant la période de démarrage	Rapport POSEF	Les directeurs programmes sont nommés
		1.4.3 Nombres d'analyses statistiques et économiques publiées par les Organisations de la société civile	Seront précisés durant la période de démarrage		Organisations de la société civile	Le partenariat entre l'administration publique et la société civile se poursuit et se renforce

